

# Les Temps du social

Bulletin de l'APREHTS

## Les centres sociaux des Bouches du Rhône Appel pour une recherche

Dans « *Les temps du social* » de juin dernier nous vous annoncions d'une part la création d'un site WEB de notre association et notre volonté de publier les actes du colloque de décembre 2005.

Sur le premier point nous avons avancé, vous pouvez consulter notre site :

**<http://pagesperso-orange.fr/aprehts/>**

Vous pourrez ainsi mieux connaître les activités de l'APREHTS, lire les anciens numéros du bulletin ainsi que divers articles. Nous aurons aussi besoin de tous nos lecteurs pour alimenter ce site en informations concernant l'histoire du travail social aussi bien dans notre région qu'au plan national et même international.

La publication des actes pose plus de problèmes. Certes nous avons le matériel prêt à être imprimer, il ne nous manque plus que l'essentiel : la possibilité de financer l'impression des actes. Les demandes de subventions ont, une nouvelle fois, été déposées, nous sommes en attente des réponses.

Mais cela ne nous empêche pas de poursuivre nos recherches. Nous avons, cette année, décidé de constituer un groupe de travail élargi sur l'histoire des centres sociaux dans les Bouches du Rhône. Sur ce thème nous avons déjà travaillé. Henri PASCAL et Annie DEPARDON avaient présenté une communication au colloque de Roubaix en mars 2001 (« *Les centres sociaux 1880-1980. Une résolution locale de la question sociale ?* »). Depuis du matériel a été rassemblé sur ce thème. Annie DEPARDON et Paul ALLARD prépare un article (pour le futur livre du groupe de recherche Femmes Méditerranée sur femmes et créativité) sur madame GAUTIER-GONTRAN, fondatrice de l'association « Art et Charité » qui fut une des lointaines origines des centres sociaux à Marseille. Nous souhaitons poursuivre le travail de recherche sur les centres sociaux pour la période 1945 – 2000 et pour cela nous faisons appel aux lecteurs intéressés soit pour qu'il participe au groupe de travail, soit pour qu'il apporte son témoignage, soit pour qu'il nous signale des archives.

**APREHTS**  
**Décembre 2007**

**Association Provençale pour la Recherche en Histoire du Travail Social**

**Notre adresse : La Cité des Associations**  
**Boîte aux lettres 192**  
**93 La Canebière**  
**13233 Marseille cedex 20**

**Notre courriel :**  
**[aprehts@wanadoo.fr](mailto:aprehts@wanadoo.fr)**

# L'Assistante Sociale au cœur de l'équipe pluridisciplinaire....

## Les « dix glorieuses » des actions médico-sociale ?

*Un contexte, une époque, peut-être quelque peu embellis en raison du bon souvenir que j'en garde...*

Evoquant le début des années 70 pendant lesquelles nous avons travaillé ensemble, un vieux camarade me disait que nous avons sans doute vécu les **dix glorieuses** des actions médico-sociales parmi les fameuses trente glorieuses souvent évoquées....Le terme « glorieuses » est peut-être un peu prétentieux mais je dois avouer que nos conditions de travail à cette période nous laissèrent beaucoup de latitude pour prendre des initiatives et améliorer, me semble-t-il, l'efficacité des réponses que nous pouvions apporter aux difficultés des enfants qui nous étaient confiés.... « *Ces enfants qui nous mettaient tant en difficulté, formule que je préfère à celle « d'enfants difficiles »...*

Fin 1969, devant mon hésitation à choisir entre la direction d'une MECS ( Maison d'Enfants à Caractère Social) et celle du Centre dit d'Observation et de Traitement des « Joncquiers », relevant du CREAM, et qui venait de s'ouvrir dans les difficultés, Madame Poinot-Chapuis, alors présidente du CREAM du Sud Est, avait été très claire « *vous ne devez pas hésiter, vous verrez que les nouvelles dispositions et en particulier la prise en charge des enfants sous la forme des prix de journée « Sécurité Sociale », vous laisseront une marge de manoeuvre et des possibilités d'initiative à nulle autre pareille* ». Je n'ai pas regretté alors de l'avoir entendue.

1968 était passé par là, un vent de liberté avait soufflé qui laissait entrevoir la possibilité de faire autrement, de faire autre chose, de ne pas recopier sous toutes ses formes le modèle unique d'institution, ses principes et ses règles. La trilogie « observation- rééducation- liberté plus ou moins surveillée » dans son inévitable succession pouvait être démontée et remontée autrement. De nombreuses expériences étrangères des Etats-Unis, d'Angleterre, de Suisse, en avaient fait démonstration et permettaient, pour le moins de réinterroger les trop rigides séparations, en catégories fermées, des enfants délaissés, irréguliers, inadaptés, délinquants. Une abondante littérature approchait ces questions mêlant de façon de plus en plus transversale leurs lectures sous les angles à la fois, juridique, pédagogique, social, psychologique et psychiatrique.

La notion de **soin** pouvait enfin se conjuguer avec celles d'éducation, de rééducation, de justice. Le développement concomitant de la psychiatrie infanto-juvénile, une abondante littérature et de multiples expériences dans ce domaine, allaient autoriser leurs nécessaires rapprochements tant dans la lecture des phénomènes d'inadaptation que dans les méthodes et les moyens d'y remédier.

Une **lecture sociale** des situations pouvait aussi enfin, oser s'introduire dans les approches explicatives de ce concept alors dominant d'**inadaptation** et progressivement dans les diverses actions à mettre en œuvre.

La notion d'**inadaptation** était en effet devenue progressivement dominante dans les secteurs de la prise en charge, notamment par les secteurs associatifs regroupant les personnels : association nationale, puis internationale des éducateurs de jeunes inadaptés qui, au delà de leur rôle de reconnaissance, de défense d'une profession et des professionnels, devenait un élément stimulateur pour une meilleure qualité des activités et des institutions

Les **écoles de formation des personnels** se mettaient en place un peu partout en France permettant à la fois de donner à ces personnels les connaissances théoriques et pratiques nécessaires et les qualités requises pour exercer un vrai métier et aller vers sa reconnaissance officielle par un diplôme d'Et

La mise en place des Centres Régionaux pour l'Enfance et l'Adolescence Inadaptée (CREAI) laissait entendre que l'on pouvait avoir aussi une politique et des actions **décentralisées** et prenant en compte pour le moins des réalités locales. Leur regroupement dans un Centre Technique National pour l'Enfance et l'Adolescence Inadaptée (CTNERHI) signait leur reconnaissance officielle en même temps que leur possibilité de participer à l'élaboration des textes qui allaient organiser ces services dans les années qui suivirent.

## Un internat de courte durée dans un contexte de prise en charge globale

C'est dans ces termes qu'il m'avait été présenté par Madame le Docteur Debie, médecin pédopsychiatre qui, pour une large part, en avait élaboré le projet.

Son appellation, par ailleurs « Centre d'Observation et de **Traitement** » laissait entendre qu'on y allait agir et pas seulement analyser, comprendre, observer, connaître, poser un diagnostic et envoyer à d'autres, si on les trouvait, les bonnes recettes pour intervenir.... Toutes choses que d'aucuns reprochaient, souvent à juste titre, au fonctionnement classique de bien des Centres d'observation.

L'établissement ouvert quelques mois avant ma prise en charge, avait fait sienne cette autre formule du docteur Debie,

*que l'internat pouvait être la pire et la meilleure des choses,*

reléguant aux vieilles lunes la croyance que nous avions eue jadis, que nous autres éducateurs, allions être d'abord de bien meilleurs parents que ceux des enfants qui nous étaient confiés.

Il était officiellement ouvert pour les « **enfants de 6 à 12 ans, présentant des troubles du caractère et de la conduite** »...et de la personnalité avions nous ajouter plus tard. Il y aurait beaucoup à dire sur cette définition des bénéficiaires potentiels de l'établissement, mais ce n'est pas là mon propos. Ce que l'on pu rapidement noter c'est que la plupart de ces enfants étaient d'abord des « exclus de l'école » et parfois « ceux dont personne ne veut »...

Je ne puis par contre pas m'empêcher d'évoquer les membres de cette équipe ! Ceux qui, à cette époque, ont pensé qu'un enfant, dit caractériel, était souvent d'abord un enfant qui avait du caractère, mais que les vicissitudes de la vie avaient conduit à en faire un usage peu conforme à nos lois affectives et sociales....

Ceux qui ont cru que parfois un enfant pouvait se « débiliser », jouer l'inintelligence parce qu'il ne pouvait pas ou ne pouvait plus affronter l'hostilité ou parfois seulement la totale ou insupportable incompréhension du monde qui l'entourait à ce moment là de sa vie....

Et donc ceux qui admirent la nécessité de dépasser le langage des étiquettes, et des nombreuses catégorisations, souvent si rapides et imprudentes dans lesquelles on risquait d'enfermer ces enfant :... les caractériels, les TCC, les débiles légers, moyens, qui deviennent caractériels, les fameux QI qui n'évolueraient plus, les troubles de la personnalité qui seraient plus graves que ceux

du caractère, mais qui valorisaient nos professions puisque d'éducateur nous devenions thérapeutes...et j'en passe...

Ceux surtout, pour qui l'expérience avait démontré que si cet enfant, à ce stade, ne bénéficiait pas d'une **prise en charge rapide, précoce, adaptée, immédiatement en situation de crise**, dans le cadre de son milieu de vie, et **avec ce milieu de vie** familial, scolaire, social, son comportement allait vite s'aggraver et pour beaucoup d'entre eux les conduire à des signes de plus en plus graves d'inadaptation, souvent vers la **délinquance....**

Ceux qui ont pensé que le milieu scolaire ordinaire pouvait aussi être « thérapeutique » et qui ont donc admis que des classes détachées de l'Education Nationale au sein même de l'institution, ou dans sa proximité, devaient avoir leur place et toute leur place dans l'organisation du dispositif de traitement, à la simple condition d'une très étroite et parfois difficile coopération avec lui...

Ceux qui ont admis qu'une situation familiale critique, qu'une phase relationnelle tendue, qu'une période d'exaspération parfois dramatique, ne se calmaient pas le vendredi soir pour reprendre le lundi matin et qu'il était donc indispensable qu'une telle institution soit ouverte à plein temps, et que le samedi après-midi pouvait être le meilleur moment pour accueillir notamment les parents qui travaillent toute la semaine....

Dans les années 71-72, l'établissement a atteint son rythme de croisière : 40 enfants pris en charge en internat, garçons(32) et filles (8), de 7 à 12 ans, 20 à 30 suivis en milieu familial ou en placement familial spécialisé organisé à partir de l'institution. Deux temps et demi de médecin psychiatre, trois psychologues, trois assistantes sociales, deux temps et demi d'éducateurs spécialisés (Hommes et femmes) par groupe d'enfants, deux instituteurs spécialisés détachés de l'Education Nationale et un éducateur scolaire pour les phases indispensables de transition pour quelques élèves, un économiste, trois secrétaires, un directeur adjoint, cinq dames pour les services et la cuisine, un chef cuisinier qui s'est montré parfois le meilleur éducateur ( c'est fou ce qu'une cuisine peut parfois aider un enfant à « retrouver ses marques » en faisant des gâteaux !), j'allais oublier les vacances de notre médecin généraliste, important parce que porteur des réalités du monde « normal » extérieur », et son infirmière à temps plein ( la maman bobo pour bien des petits)

...C'est beaucoup de monde tout cela, et c'est cher comme prix de journée ! mais compte tenu du temps court en internat, (un an à 16 mois) des prix légers en services extérieurs, comparés aux moyennes de quatre à six ans d'internat pour sortir souvent à l'abandon, la formule même au plan strictement économique restait compétitive !

### Traiter une situation...

Rapidement, le traitement alors proposé nous apparut pour partie perdre la prééminence d'une intervention à caractère exclusivement médico-psychologique, et individuelle et qu'il apparaissait indispensable le plus souvent, sinon dans tous les cas, de traiter, non pas un enfant seulement, mais **un enfant en situation.**

**Dans la grande majorité des cas en effet, il s'agissait bien finalement de traiter une situation** en évolution, de nous y adapter et donc d'en suivre minutieusement les évolutions les effets de nos interventions et par conséquent d'adapter ces modalités et d'y choisir aussi le lieu et le milieu où elles seraient les plus efficaces –*intervention immédiate avant placement, placement en internat de plus courte durée possible, avec scolarité en classe normale, extérieure, autant que possible, travail d'équipe en milieu ordinaire de vie, placement familial très accompagné...*

L'essentiel restait la possibilité de réaliser ces diverses adaptations dès qu'elles nous apparaissaient nécessaires....

Il reste fort probable, même si nous n'en eûmes pas une conscience claire sur l'instant, que les options psychiatriques de notre médecin fondateur eurent une importance primordiale sur les orientations progressives de nos interventions. Disciple, pour partie, mais sans sectarisme, des psychiatres anglo-saxons, notamment Laing, Cooper, Esterson, dont elle citait parfois les textes, son influence nous a plus ou moins consciemment amené à transposer dans d'autres domaines que la maladie mentale proprement dite, dans les domaines multiples de nos interventions, leurs visions des malades mentaux les plus graves, notamment les schizophrènes.

Leur considération de ce mal « *comme un moment de l'histoire familiale, comme une conduite, comme un moment et non comme un état, la nécessité de libérer le membre de la famille qui porte le fardeau d'une histoire, d'une phase de crise, la notion de rôle injouable à un moment de l'histoire familiale qui conduit à une situation intenable, cette nécessité de modifier le mode fantasmatique familial et de libérer celui qui en porte le fardeau, et enfin l'intérêt de ces interventions en phase de crise telles qu'expérimentées à Kingsey Hall aux USA* » (2) ont guidé pour une part importante les évolutions de nos modes d'intervention pendant les premières années de l'institution.

## **La place essentielle de l'Assistante sociale...**

### **C'est bien aussi dans ce contexte que nous est vite apparu le rôle essentiel de l'assistante sociale.**

Pour 40 enfants en internat et 30 au moins bénéficiant de nos interventions en milieu naturel, elles furent vite au nombre de trois... Ce qui nous valu quelques incompréhensions extérieures où l'on crut voir un refus de considération des organismes sociaux en place.

Or, les différentes considérations et orientations de nos activités, telles qu'évoquées précédemment, conduisaient inévitablement, et heureusement, à une vision élargie de la participation des assistantes sociales dans le processus engagé, pour chacun des enfants concernés, pour son évolution et bien sûr, en fonction de l'appréciation de leurs effets, sur leur environnement et leurs familles en particulier.

Elle n'était plus seulement celle qui produisait un rapport initial faisant état d'une situation d'un enfant dans une famille pouvant à cet instant en justifier le retrait avec placement en internat, ou ailleurs ou permettre d'envisager un éventuel retour. Elle devenait, par son intégration à l'équipe, partie prenante active et indispensable de l'ensemble du processus engagé et de son évolution, de la décision d'intervention, de sa forme, de son évolution jusqu'à sa conclusion.

Elle n'en gardait pas moins l'indispensable regard suffisamment extérieur, la « *gardienne du principe de réalité* » disait un de nos médecins, lui permettant de rappeler à l'institution, parfois trop égarée dans son nombrilisme auto satisfait et dans les chères spécialités de ses membres, qu'un monde extérieur existait dans ses réalités sociales, économiques et autres et qu'il allait aussi falloir en tenir compte, sous tous ces aspects.

Sensible à la notion **de crise et à celle de l'urgence** des interventions dans les familles, qu'elle connaissait bien, connaissant aussi de l'intérieur le dispositif d'accueil, de soin, et d'éducation et ses diverses modalités d'intervention, elle allait pouvoir prendre une part active, avant même chaque décision d'intervention, pendant et après à son orientation, sa particularité, et son adaptation durant tout le déroulement de la prise en charge.

L'adéquation du placement, son opportunité, l'opportunité de la sortie, l'évolution de la structure familiale, sa participation à cette évolution, non seulement comme agent de liaison pour en organiser les phases de rencontre, mais pour y participer en étroite coopération, en suivre les effets, en partager les appréciations apparaîtront vite comme des points essentiels de sa participation.

Grâce à elles, et avec elles, nous pûmes souvent comprendre, comme nous le disait Maryse Debie que *« jamais un endroit où a vécu un enfant n'est complètement mauvais, qu'il garde toujours certains îlots de douceur et de familiarité que nous n'avons pas le droit d'ignorer, encore moins de détruire »* (2) et sur lequel nous allons tenter et réussir parfois aussi à reconstruire

Dans bien des cas, elles nous permirent aussi d'apprécier parfois comment le « petit canard » dont parle aujourd'hui Boris Cyrulnik, *« peut devenir, pour peu qu'on y soit attentif et qu'on veuille bien y croire, à son tour, outil de valorisation de la cellule familiale....* Et que cette re-valorisation pouvait devenir un élément de re-connaissance, de réconciliations, et même de découverte ou de retrouvailles, et pour tous souvent d'enrichissements réciproques...

C'est souvent leur apport à nos travaux qui nous aidèrent à rejeter en nous cette idée encore si tenace, que **la famille de ces enfants serait systématiquement le « mauvais lieu »**, quand notre internat et nos services annexes ne seraient les bons lieux, les meilleurs en tous cas pour sa bonne évolution... nuances qui ne peuvent s'entrevoir et se comprendre que par un réel travail ensemble du niveau le plus élémentaire de la connaissance et de la compréhension à celui de l'appréciation commune des résultats de nos actions partagées.

Porteuse par ailleurs, d'une éthique professionnelle solide, acquise dans leur formation et dans l'histoire de leur profession, elles surent aussi nous en faire partager **le sens**... C'est l'une d'entre elles qui demanda un jour qu'on maintienne bien l'appellation « jour de **service** » et non « jour de garde » formule qui semblait l'emporter... il est vrai qu'aujourd'hui on est ni de service, ni de garde, mais « d'astreinte » !! Petits détails des mots !

A l'heure où l'on risque de vouloir rechercher dans l'ADN les causes premières des difficultés d'adaptation sociale de bien des enfants, n'est-il pas grand temps de redonner à nos assistantes sociales les moyens et la place à laquelle elle doivent accéder pour nous aider à comprendre à traiter quand il en est encore temps ce dernier mal du siècle « **le mal vivre en société** » ?

**André HEINRICH**  
**Novembre 2007**

## Quelles réponses à quelle violence ?

par **M. HEINRICH**

Directeur Centre M.-Bresciani (ISLE-SUR-SORGUE –  
Vaucluse) 1978

Que peut-on dire ou écrire de plus, lorsqu'on a lu les 105 recommandations présentées au Président de la République par le Comité d'Etudes sur la violence, la criminalité et la délinquance, présidé par M. PEYREFITTE ?

Tout y est ! De la présentation la plus fine, par la compréhension et la prise en compte des problèmes de psychologie individuelle, jusqu'à l'aménagement d'un cadre de vie humanisé, où chacun pourrait trouver enfin sa place dans une harmonie « conviviale », épanouissante, et

le représentant de la puissance publique, décentralisé, serait si proche de chaque citoyen, qu'il lui serait loisible d'intervenir à l'orée du moindre conflit, évitant ainsi qu'il puisse devenir générateur de violence... La générosité n'en est pas absente et quiconque peut y puiser son inspiration, du juge à l'urbaniste, en passant par le psychologue, le policier et l'assistante sociale.

Mais voilà bien le problème ! Toutes ces recommandations ne pourront être prises en compte en même temps, au même rythme, au même degré ; il devra donc y avoir des choix, des urgences, des priorités, des préférences, et c'est cela en réalité qui donnera un sens, et très rapidement, aux « propositions » que formuleront les Comités mis en place en vertu du décret du 28 février 1978...

C'est par cela que leur action et leur utilité seront perçues du dehors ; c'est par cela que nous serons « jugés ».

Le communiqué du Conseil des Ministres du 28 septembre 1977 conforte mon interrogation et ma crainte—, il faut certes bien commencer par un bout, et des textes sont déjà prêts, « répression de l'organisation frauduleuse de l'insolvabilité, augmentation des personnels de la police nationale », etc., alors que « l'application dans les faits de suggestions qui concernent l'urbanisme et l'éducation impliquent une préparation plus longue »... Tout cela est vrai, mais...

Le déroulement de la première réunion de notre Comité Départemental, où furent présentées de très intéressantes statistiques policières et judiciaires, et évoquées les difficultés (très réelles sûrement et à prendre en compte) des services de police, de gendarmerie et des tribunaux, les allusions au « laxisme » (ô fortune de ce mot !) des parents, maîtres, fonctionnaires, même si tout cela aussi est vrai, donnaient un sens évident aux perspectives possibles des travaux de ce Comité.

Je ne dis pas que tout cela n'est pas important, ni même que d'autres priorités doivent être mises en avant à la place de celles-là.

Je ne dis pas non plus qu'il faille tout confondre en une seule et même attitude globale de compréhension bienveillante, je pense même qu'en ces temps où les repères habituels s'estompent dans le mouvement trop rapide de notre évolution, il importe que chacun soit à sa place, et qu'il n'est pas bon que le juge joue au psychanalyste, pas plus que le gendarme joue à l'assistante sociale. Mais notre Premier ministre le disait lui-même récemment : « La violence est autant la fille que la mère de la peur », et il me semble aujourd'hui essentiel que ces deux aspects soient autant l'un que l'autre pris en compte.

Nos professions sociales, admirées, louées quand elles restent « charitables », décriées lorsqu'elles réclament (parfois si maladroitement, il est vrai) un peu plus de justice, ou lorsqu'elles se « politisent », nous mettent en contact quotidiennement avec de bien grandes misères physiques, psychiques, matérielles et morales ; nous rencontrons jour après jour, l'apparition de la violence naissante. en pressentant la genèse dans la personnalité de l'enfant dit « caractériel » aujourd'hui, délinquant demain, et nous nous devons de dire que nous ne connaissons pas d'enfant « méchant, agressif, difficile, caractériel »... qui n'ait été, qui ne soit encore souvent, d'abord profondément malheureux, en état de souffrance de ce qu'il est, que nous ne connaissons pas de famille dont les réactions d'opposition à l'entourage, dont « les marginalités », dont les « anormalités », ne soient liées également à une lourde histoire poursuivie de misères de tous ordres, s'aggravant parfois de génération en génération...

Si nous ne pouvons dire clairement aujourd'hui quelles réponses il faudrait apporter à ces souffrances, nous savons qu'elles sont ressenties par ceux qui les éprouvent comme d'intolérables violences et combien la « peur de vivre » génère parfois le désespoir, mais aussi l'agressivité. Nous savons aussi que de cela nous devons être témoins.

Même s'ils ne présentent pas « le même caractère d'urgence », et même si les réponses « dans leur application demandent une préparation plus longue », puissent ces aspects aussi être non seulement présents mais aussi entendus dans les travaux des Comités auxquels nous avons été appelés à participer.

**Publié dans « Bulletin du CREAM du Sud Est » Décembre 1978**



## Livres, articles, revues

KNIBIEHLER Yvonne 2007 *Accoucher. Femmes, sages-femmes et médecins depuis le milieu du XX<sup>e</sup> siècle* Rennes Editions ENSP 192 p.

Un nouveau livre d'Yvonne KNIBIEHLER vient de paraître consacré à l'histoire récente de l'accouchement. Partant d'un recueil d'une centaine de témoignages de sages-femmes, recueillis avec le concours de la Société d'histoire de la naissance, Y. KNIBIEHLER analyse les changements du vécu et des représentations de l'accouchement et l'évolution de la profession de sages-femmes au cours du dernier demi siècle. Elle montre, en particulier, les tensions entre les sages-femmes, métier féminin, et les médecins, détenteurs du savoir et du pouvoir liés à leur qualification et à leur masculinité. Avec ce livre, Y KNIBIEHLER poursuit son œuvre d'historienne des métiers féminins : assistantes sociales, infirmières, sages femmes.

DELIGNY Fernand 2007 *Œuvres* Paris Editions de l'Arachnéen 1848 p.

Penseur phare de l'éducation spécialisée, auteur d'un livre, « *Graine de crapule* », qui eu un très fort impact au moment de sa sortie en 1945, organisateur de la prise en charge d'enfants inadaptés, pour reprendre le vocabulaire de son époque, créant, en 1968, un lieu de vie dans les Cévennes pour enfants autistes, en lutte contre les institutions de placements d'enfants Fernand DELIGNY a accumulé et publié de nombreux écrits, du récit d'expérience à des textes théoriques. Une grande partie de ces écrits, publiés ou inédits, a été rassemblé et vient d'être publié dans une éditions établie et présentée par Sandra ALVAREZ DE TOLEDO. Ces écrits sont accompagnés de cinq textes critiques (de Michel CHAUVIERE, Annick OHAYON, Anne QUERRIEN, Bertrand OGILVIE, Jean François CHEVRIER), de la première chronologie de son œuvre, d'une bibliographie exhaustive et d'une iconographie documentaire.

BIGAND Henriette 2007 *L'association des surintendantes d'usines et de services sociaux et son école* Association des Surintendantes ETSUP

Un rapport, récemment édité, retrace l'histoire de l'Association des Surintendantes d'Usines et de Services Sociaux et de son école, aujourd'hui connue sous le nom d'ETSUP (Ecole Supérieure de Travail Social). Cet historique des surintendantes couvre la période allant de sa création en 1917 à 2004 en passant par le changement de l'école : l'école des surintendantes devient l'ETSUP en 1990. Cette histoire est l'une des facettes importantes de l'histoire du service social et, en particulier, du service social du travail. En ces temps de commémoration, nous pouvons rappeler que, le 25 octobre 1941, sont arrêtés par la Gestapo Mlle BOUMIER, déléguée générale de l'Association des Surintendantes et le docteur Anne Marie NOURY, médecin de l'Ecole, et que, le 2 février 1942, sont arrêtées par la Gestapo Jane SIVADON, directrice de l'Ecole, Odile KIENLEN secrétaire de l'Ecole et Denise LAUVERGNAT, surintendante.

JABLONKA Ivan 2007 *Enfants en exil Transferts de pupilles réunionnais en métropole (1963 - 1982)* Paris Le Seuil coll. L'univers historique 350 p.

Après avoir écrit un livre sur les enfants de l'assistance publique (voir informations dans le compte rendu du 6 avril 2006), Ivan JABBLONKA poursuit sur le même thème en publiant une recherche sur le placement en métropole des enfants de La Réunion dans la période 1963 à 1982. A partir d'une étude des archives des DDASS de La Réunion, de la Creuse et du Tarn et des archives personnelles de Michel DEBRE qui fut député de La Réunion de 1962 à 1988, l'auteur brosse le tableau des mécanismes qui ont favorisé un type de placement qui allait à l'encontre de l'orientations dominante du maintien du lien familial. L'émigration étant considérée comme une solution aux difficultés économiques de La Réunion, Michel DEBRE a mis en place une politique d'envoi en métropole des réunionnais, dont les enfants. Dans les années 60 et 70, 1 600 enfants réunionnais seront envoyés en métropole dans une soixantaine de départements ; sept sur dix de ces enfants seront placés en institution et non en famille d'accueil. Pour ces enfants, parlant essentiellement créole, perçu comme des « *petits noirs* », à 9 000 kilomètres de leur pays d'origine et de leur famille, le choc fut rude d'autant plus qu'au nom du « *mythe de l'assimilation* » - faire de ces enfants des français comme les autres – tous liens avec La Réunion furent coupés, les fratries dispersées. Cette politique pris fin en 1982 après l'arrivée de la gauche au pouvoir.

DELBREL Madeleine 2007 *Profession assistante sociale Œuvres complètes Tome VI Le service social entre personne et société* Bruyeres-le-Châtel Editions Nouvelle cité 512 p.

Le deuxième tome des écrits de Madeleine DELBREL vient de paraître. Nous reproduisons la présentation qu'en a fait Christine GARCETTE dans la revue du CEDIAS *Vie Sociale* n° 3/2007 :

« Cet ouvrage est le second tome des écrits professionnels de Madeleine DELBREL, rédigés pendant la période où elle a exercé à Ivry sur Seine en tant qu'assistante sociale de 1931 à 1945. Alors que les écrits du tome V sont des textes publiés de son vivant, ceux-ci, à l'exception d'articles de 1934 retrouvés récemment, se composent de textes inédits, de notes de travail, d'interventions devant des élèves assistantes sociales ou auxiliaires, de rapports collectifs aux autorités locales ou nationales, etc. Le plan de l'ouvrage s'est voulu à la fois thématique et chronologique pour en faciliter l'approche à des lecteurs davantage habitués aux écrits spirituels de Madeleine DELBREL et publiés précédemment chez le même éditeur. Madeleine DELBREL a exercé professionnellement pendant la seconde guerre mondiale, pour la mairie communiste d'Ivry mais aussi pour le Secours National, principal employeur de l'époque pour les assistantes sociales. Il était donc nécessaire d'apporter un éclairage théorique sur le contexte dans lequel elle a travaillé et écrit ces pages. Denis PELLETIER, directeur de la section d'histoire religieuse de l'Ecole Pratique des Hautes Etudes, a fait une première préface sur « Ivry au temps de Vichy » ; j'ai été sollicitée, au titre du Réseau histoire du travail social, pour faire la seconde qui présente le service social au temps de Madeleine DELBREL. La postface, rédigée par le Père PITAUD, éclaire davantage l'approche anthropologique de Madeleine DELBREL, dont les écrits publiés ici sont imprégnés de convictions religieuses dont elle vivait sans pour autant s'en réclamer sur le plan professionnel.

Si ces textes sont contextualisés, et le vocabulaire parfois daté, les thèmes traités gardent une actualité tout à fait intéressante pour les travailleurs sociaux d'aujourd'hui, que ce soit sur le but assigné ou réel du service social, l'interrogation sur la technique d'intervention nécessaire à

condition de ne pas se substituer à la relation, sur la définition de la polyvalence de secteur et l'importance de développer la coordination entre travailleurs sociaux, sur le rapport entre service social et politique, ou encore par les conseils (nous dirions aujourd'hui déontologiques) donnés à de jeunes professionnelles. On sent chez elle, outre ses qualités d'écrivain, une capacité à mettre en perspective ce qu'elle vit au jour le jour, à inciter à prendre de la distance par rapport à un quotidien parfois lourds en ces temps de guerre, pour questionner et rechercher inlassablement ce qui peut donner sens à son action professionnelle.

Les tomes 5 et 6 ont présentés et mis en débat lors d'un colloque qui s'est tenu fin septembre à Ivry-sur-Seine. Des universitaires, historiens, sociologue, philosophe, ont apporté un éclairage théorique sur les écrits professionnels de Madeleine DELBREL, des travailleurs sociaux et militants associatifs ont, quant à eux, témoigné en quoi ces textes trouvaient écho dans leurs questionnements d'aujourd'hui. »

DE ROBERTIS Cristina 2007 *Méthodologie de l'intervention en travail social. L'aide à la personne* Paris Bayard

Une nouvelle édition, fortement transformée, du livre de Cristina DE ROBERTIS sur la méthodologie du travail social vient de paraître, remplaçant l'édition de 1981 et après de multiples réimpressions de cette première publication et des traductions (italien, espagnol, polonais). Le chapitre 1 sur l'histoire de la méthodologie (« L'évolution de la méthodologie de service social en France »), rédigé par Henri PASCAL, a été revu et enrichi par les travaux de recherche sur l'histoire du travail social, menés ces 25 dernières années.

Histoire et Société

Groupe d'histoire sociale 20 rue Alexandre Dumas 75011 Paris

Le numéro 22, de juin 2007, de la revue « Histoire et Société » consacre son dossier central aux cheminots : « *Cheminots : groupe social, image et identité* ». Poursuivant son débat consacré aux rapports entre histoire et engagement, un long article, accompagnés de documents, est dédié à « Jean Pierre VERNANT historien, l'homme, le maître ».

Revue d'histoire de l'enfance irrégulière

AHES-PJM 54 rue de Garches 92420 Vaucresson

Dans un numéro hors série, daté de juin 2007, la *Revue d'histoire de l'enfance irrégulière* une recompilation d'articles de Jacques BOURQUIN sur le thème « *La protection judiciaire des mineurs XIXème – XXème siècles* ». Dix huit articles (sur 333 pages) sont reproduits dans cette revue, organisés en quatre parties :

- *les acteurs*
- *idées et réflexions*
- *les institutions*
- *quelques repères*

Grâce à cette publication, nous pouvons avoir accès à des articles, publiés dans diverses revues, qui apportent des connaissances sur la justice des mineurs, sur les colonies pénitenciaires, maisons de corrections et autres institutions pour mineurs, sur les éducateurs de l'éducation surveillée devenue aujourd'hui de la P.J.J.. Publié par l'AHES-PJM (dont Jacques BOURQUIN est président) et le département recherche du CNFE-PJJ, cette revue apporte régulièrement des données fondamentales sur l'histoire de la prise en charge des mineurs « irréguliers ».

Hélène CHAPUT, Katia JULIENNE et Michèle LEVIEVRE « L'aide à la vieillesse pauvre : la construction du minimum vieillesse » *Revue Française des Affaires Sociales* n° 1 - 2007

Le « minimum vieillesse » constitue le premier minimum social. Son objectif vise à garantir un minimum de ressources aux personnes âgées ne disposant pas d'une pension ou ayant de faibles ressources. Dans un article de la *Revue Française des Affaires Sociales*, les auteurs présentent l'évolution de ce minimum de sa création en 1941 (composé alors de diverses allocations) à sa réforme et généralisation en 1956 jusqu'à nos jours. Touchant de nombreuses personnes au moment de sa création et dans les années 50, il ne touche, en 2005, plus qu'à 6 % des personnes âgées de plus de 65 ans.

*Revue d'histoire de l'enfance irrégulière* n° 9 novembre 2007 AHES-PJM et Département Recherche (CNFE-PJJ)

L'approche historique de certains thèmes trouve parfois un fort écho dans l'actualité. C'est le cas du dernier numéro de la *Revue d'histoire de l'enfance irrégulière* qui est consacré au thème « violence et jeunesse ». Le premier article de la revue, celui de David NIGET intitulé « *la violence, attribut et stigmatisation de la jeunesse* », introduit la problématique de ce thème. Il signale entre autres que « *le sens commun, redoublé par la culture savante, insiste sur la culture belliqueuse de la jeunesse* » ; cette attribution de la violence à la jeunesse ne se limite pas au XIX<sup>e</sup> siècle, au cours duquel elle a été théorisée, elle est toujours d'actualité chez les politiques, les « savants » et le « sens commun ». Jeunes violents, jeunes victimes de violence, le dossier est réparti en trois parties :

- « La menace des désespérés. Jeunesse précaire, jeunesse dangereuse » dont laquelle un article de Ivan JABLONKA traite de « *la riposte des moins que rien : les adolescents de l'Assistance publique et l'usage de la violence (1900 – 1940)* » ;
- « Logiques de l'affrontement. Violence et acculturation de la jeunesse » ;
- « Violence des institutions, institution de la violence » dans laquelle un article de Anne THOMAZEAU traite de « *violence et internat : les centres de rééducation pour filles en France, de la Libération au début des années 1960* »

En ces temps où le mot « voyoucratie » a été utilisé au plus au niveau de l'Etat pour qualifier des jeunes ayant manifesté, collectivement, des comportements violents, cette approche historique est féconde pour réfléchir à aujourd'hui, pour essayer de comprendre les mécanismes et les racines de la violence de certains jeunes.

*Lien Social* n° 852 13 septembre 2007

En écho aux débats d'historiens sur les causes de la mort de très nombreux internés dans les asiles psychiatriques sous Vichy, la revue *Lien Social* consacre le dossier de son numéro du 13 septembre à ce thème : « *L'hécatombe des fous. Le gouvernement de Vichy a-t-il exterminé 40.000 fous ?* »

La revue *Empan* consacre le dossier de son dernier numéro au thème « *Des femmes et des hommes pour le social ?* ». Parmi les nombreux articles traitant de diverses facettes de ce thème, deux articles l'abordent par l'histoire. Les femmes dans l'histoire du travail social sont traitées par Brigitte BOUQUET dans un article dont le titre montre la problématique « *Cachez moi ce genre que je ne saurai voir...* ». Maurice CAPUL, dans son article « *Le roman de Saint Simon* », aborde l'histoire d'une des premières écoles d'éducateurs, l'Institut Saint Simon à Toulouse, fondé par l'abbé PLAQUEVENT, dont le rôle fut un temps occulté avant de revenir à la lumière.

Histoire et sociétés revue européenne d'histoire sociale n° 23 septembre 2007

Le dernier numéro de la revue *Histoire et sociétés* consacre son dossier central au thème de la santé au travail. Le dossier, intitulé « *la « longue marche » pour la santé au travail* » s'ouvre par un article sur l'histoire comparée de la santé au travail en Europe ; les autres articles du dossier portent sur les luttes des femmes pour la santé au travail, sur la radioactivité et sur les luttes ouvrières en Italie. Outre ce dossier, ce numéro comporte une présentation du musée de l'immigration, un article sur l'iconographie comme source d'histoire (à partir du travail à la chaîne chez Renault), un article sur l'objectivation du stress au travail et un article sur « la mort du CNRS ? ».

---

## Du côté des associations histoire

### RHTS

Depuis juin dernier, deux numéros du bulletin du Réseau Histoire du Travail Social « *Contact* » ont été publiés et ont rendu compte des deux dernières journées d'études. « *Un syndicalisme au féminin : 1900-1940* » était le thème de la communication de Sylvestre GILLOIRE mai 2007 à la journée d'étude du 14 mai 2007. Inscrits dans la mouvance idéologique du catholicisme social, l'histoire de ces syndicats féminins de la CFTC est très liée à celle du service social, notamment par l'Ecole Normale Sociale, fondée en 1911, qui fut à la fois, jusqu'aux années 30, un centre de formation d'assistantes sociales (ce qu'elle continue à être aujourd'hui) et un centre de formation de militantes syndicalistes.

« *La professionnalisation des animateurs et des formateurs pour adultes au regard de l'éducation populaire* » a été le thème de la communication de Francis LEBON, Emmanuel de LESCURE et Jean Marie MIGNON à la journée d'étude du 1<sup>er</sup> octobre 2007

Un groupe de travail sur les associations professionnelles dans le champ du travail social s'est tenue le 5 décembre dernier, la réunion suivante aura lieu lors de la journée d'étude du 21 janvier 2008 au cours de laquelle Henri PASCAL présentera une communication sur « *la construction de l'identité professionnelle des assistantes sociales : l'ANAS 1944 – 1950* ».

**Réseau Histoire du Travail Social CEDIAS 5 rue Las Cases 75007 Paris**

## AHES-PJM

Le numéro de septembre 2007 du bulletin de l'AHES-PJM, « *Pour l'histoire* » rend compte de l'assemblée générale, qui s'est tenu le 15 juin 2007 ; à l'issue de cette assemblée Jacques BOURQUIN a été remplacé à la présidence de l'association par Gisèle FRICHE. Outre les rubriques sur les activités de l'association et sur les publications, ce numéro publie deux articles de témoignages : celui de Jacques LEVACHER sur son activité à Rouen dans des foyers de l'Education Surveillée de 1966 à 1976 « *A Rouen les foyers d'antan* » et celui de Marie Claude MIQUEL sur un foyer féminin à Paris dans les années 70 « *Le Foyer d'accueil d'urgence de Salomon de Caus à Paris : un espace féminin, une exception archaïque ?* ». Dans l'éditorial signé « le bureau », des extraits de l'exposé des motifs de l'ordonnance de 45 sont cités.

Depuis le 21 novembre 2007 et jusqu'au 29 février 2008, organisé, par la Direction régionale de la P.J.J. Ile de France et l'AHES-PJM, avec le soutien du CNFE-PJJ, se déroule une exposition intitulée : « *Le Château une prison sans barreaux ? XIX<sup>e</sup> – XX<sup>e</sup> siècles* ».

Dans un texte de présentation, les organisateurs expliquent l'objectif de cette exposition : « *Depuis le XIX<sup>e</sup> siècle nombre de châteaux ont changé de nature et se sont transformés en œuvres à vocation sociale. Dans le domaine judiciaire, ces reconversions ont été nombreuses pour les jeunes détenus libérés puis pour les enfants considérés comme victimes de leur milieu familial : des sociétés de patronage ou de sauvegarde de l'enfance, des philanthropes et parfois même l'Etat ont investi ces demeures pour les transformer en maisons dites de corrections, de réformes ou de rééducation, puis en centres d'observation et en instituts publics d'éducation surveillée ou centre d'accueil fonctionnant en internats ; certaines autres ont servi ou servent encore de prisons ; d'autres encore comme Vaucresson ont été le lieu de formation du personnel judiciaire.*

*Du château « pour mieux enfermer » à « la vie de château » nous explorons toutes les facettes de l'utilisation de ces illustres demeures dans le domaine de l'enfant de justice. »*

Cette exposition se tient au

Centre d'exposition « Enfants de justice »

CAE Ferme de Champagne

Rue des Palombes 91605 Savigny sur Orge

Site : [www.chateauxdejustice.info](http://www.chateauxdejustice.info)

**AHES-PJM 54 rue de Garches 92420 Vaucresson**

## CNAHES

Dans le numéro d'octobre de *La lettre* du CNAHES nous trouvons deux articles dans la rubrique « *nouvelles des régions* » la Lorraine et sur Rhône Alpes ainsi que l'annonce des premières Assises de l'Histoire du Travail Social en Lorraine, organisée, le 29 novembre 2007, par le CNAHES Lorraine dans les locaux de l'IRTS de Lorraine à Nancy. Dans ce même numéro est annoncée l'attribution du poste de chargé de mission du CNAHES à Samuel BOUSSION, historien, préparant une thèse sur l'ANEJI.

**CNAHES 63 rue Croulebarbe 75013 Paris**

## **Mémoires Vives Centres sociaux**

L'association « Mémoires vives centres sociaux », lance une campagne de sensibilisation à la sauvegarde des archives auprès des fédérations et des centres.

D'autre part un groupe de travail sur les centres sociaux en Algérie a été mis en place. La prochaine assemblée générale de l'association, qui fêtera ses 10 ans, se tiendra le 24 mai prochain dans l'Aisne.

**Mémoires vives centres sociaux 10 rue Montcalm 75018 Paris**

**Nous souhaitons tenir régulièrement et élargir cette rubrique sur l'activité des associations qui ont pour objectif de faire l'histoire du travail social. Aussi nous faisons appel à nos lecteurs pour qu'ils nous communiquent toute information sur les événements (colloque journées d'études...) et publications de ces associations et d'autres qui peuvent concerner l'histoire du travail social.**

**Rappel :**

**Notre adresse :**

**APREHTS**

**La Cité des associations Boîte aux lettres 192**

**93 La Canebière 13233 Marseille cedex 20**

**Notre courriel : [aprehts@wanadoo.fr](mailto:aprehts@wanadoo.fr)**